

Merci à RPI
pour l'autorisation de partager
sa copie sur le site
devenez-fonctionnaire.fr

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

mettre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Cours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾
Soyez les mentions inutiles

de l'emploi de : Commune C administrative

feuille n° : 2

matière : Les pratiques

code : 05102021

nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
strictement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
15,75

I. Questions

1. La notion d'intervention de l'État dans l'économie désigne l'utilisation, par ce dernier, de la politique budgétaire comme instrument de politique économique et sociale. Cette notion a été théorisée par l'économiste J. M. Keynes.

L'intervention de l'État peut prendre diverses formes : augmentation des dépenses publiques et extension de leurs domaines d'intervention, changement de politique fiscale ou détention d'entreprises.

2. Le Ministère de l'Économie des Finances (MINEFI) a pour missions de conseiller, préparer et exécuter la politique définie par le gouvernement dans le domaine : de l'économie, des finances, de la consommation et de la répression des fraudes, ainsi qu'en matière d'industrie, de services, de petites et moyennes entreprises (PME), d'artisanat, de commerce, de postes et de communication électroniques, de suivi et de soutien des activités touristiques.

Concernant ses compétences, le MINEFI peut agir, notamment, sur : la politique de croissance et de compétitivité, la législation fiscale, la commande publique, la politique monétaire et financière, les nouvelles technologies, la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon, le suivi et le soutien des activités touristiques.

La DG Trésor doit proposer et conduire les actions politiques économiques et financières de la France ; l'INSEE doit collecter et produire des informations sur l'économie ; la DGE élabore et met en œuvre les politiques publiques relatives à l'industrie, à l'économie numérique, etc.

Concernant les priorités de lutte contre la fraude, il s'agit de sanctionner en matière fiscale, améliorer l'efficacité de la collecte et des contrôles en matière douanière, et disposer d'un cadre unique de contrôle en matière sociale.

3. Le plan « France Relance » s'inscrit dans une stratégie de long terme car il s'inscrit à l'horizon 2030. De plus, il a pour ambition de se dérouler jusqu'en 2022. Concernant les mesures et objectifs poursuivis, le plan dispose d'une enveloppe de 100 milliards d'euros répartis en trois domaines, visant à retrouver le même niveau d'activité qu'avant. Tout d'abord, il alloue 30 milliards pour la transition écologique (renovation énergétique, soutien au secteur ferroviaire, etc.). Ensuite, il attribue 34 milliards pour la compétitivité et l'innovation (baisse de la fiscalité des entreprises, soutien des marchés numériques, etc.). Enfin, 36 milliards d'euros sont destinés à la cohésion sociale et territoriale (soutien de l'emploi des salariés, emploi des jeunes, etc.).

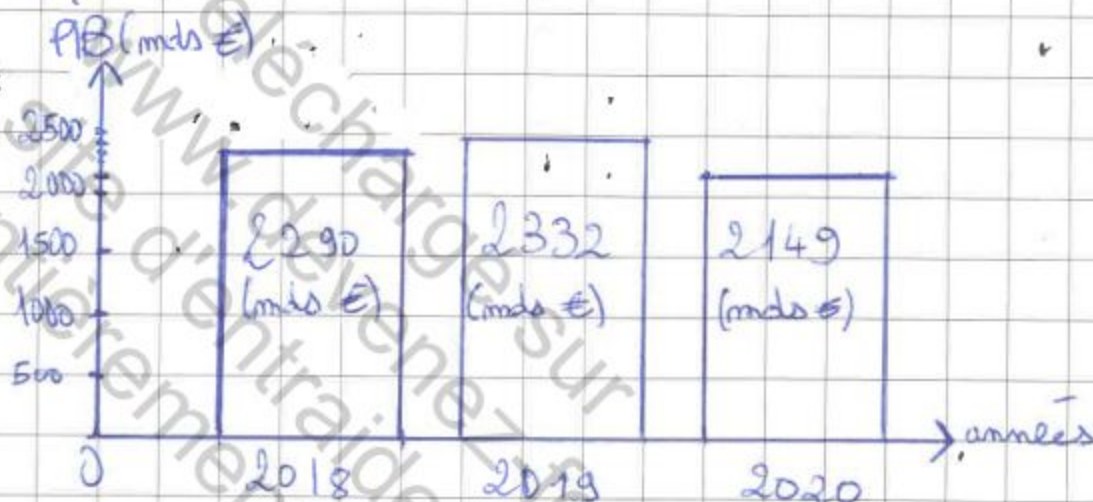
4. La mission de soutien aux entreprises confiée à la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) se matérialise de deux façons. D'une part, au moyen d'aides financières par l'attribution de financements (fonds de solidarité, prêts garantis par l'État, etc.) ou l'accord de délais de paiement par la Commission des chefs de services financiers, d'autre part, au moyen de conseils aux entreprises en difficulté via la Commission précitée ou bien encore au niveau local le Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises.

II. Applications

1.

a)

Évolution du produit intérieur brut (PIB) entre 2018 et 2020



b) Les années 2018 et 2019 sont sensiblement identiques, avec une légère hausse du PIB en 2019. En revanche, une baisse importante est visible pour l'année 2020, probablement en conséquence du virus mondial Covid-19.

c)

$$\frac{\text{Dépenses de consommation finale (2020)}}{\text{PIB (2020)}} \times 100$$

$$\frac{1699,3 \times 100}{2148,8} = 79,081 = \underline{79,08}$$

La part des dépenses de consommation finale dans le PIB pour l'année 2020 est de 79,08%.

$$d) \frac{\text{importations de biens et de services en 2020}}{\text{importations de biens et de services en 2010}} = \frac{701,4}{581,4} =$$

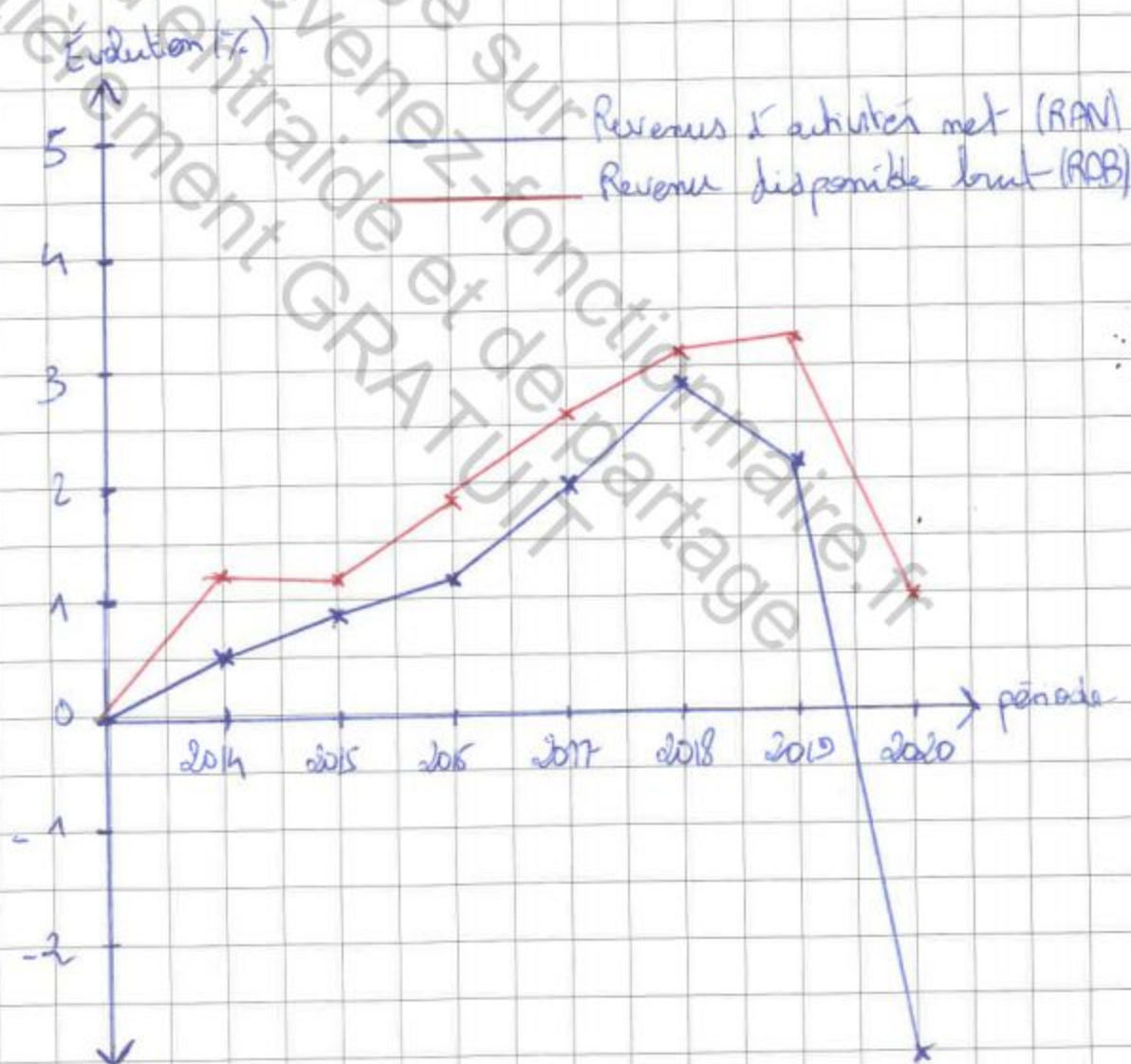
$$1,206 = 1,21 \text{ soit } 21\%$$

d'importation des biens et services entre 2010 et 2020 a augmenté en valeur de 21%.

2.

a)

Évolution des revenus d'activité et du revenu disponible brut des ménages entre 2014 et 2020



b) Le RDB est systématiquement plus élevé que le RAN pour la même année. Ils sont en augmentation constante jusqu'en 2018-2019 mais chutent brutalement en 2020. Néanmoins, le RDB semble avoir mieux résisté à cette chute que le RAN qui passe au négatif.

3.

a) Le taux d'épargne des Français a été le plus important au T2 et T4 de 2020, car beaucoup de personnes avaient peur de perdre leur emploi au moment de la crise sanitaire.

b) Les placements financiers sont passés de 129,7 mds d'€ à 205,2 mds d'€, soit une augmentation de 75,5 mds d'euros. Cela représente $205,2 \div 129,7 = 1,58$, soit environ 58% de plus.

c)

$$\frac{\text{Numéraire T4 2020} + \text{dépôt bancaires T4 2020} \times 100}{\text{Principaux placements financiers T4 2020}} = \frac{162,6 \times 100}{205,2} = 79,23 = 79\%$$

La part cumulative des dépôts bancaires et de numéraire détenus par les Français dans leurs principaux placements au T4 2020 est de 79%.

d) Les tableaux traduisent une anxiété grandissante des Français par rapport à la crise sanitaire et son impact sur le milieu professionnel.

III. Réduction

Le Fonds monétaire international a qualifié la crise économique qui fait suite au virus Covid-19 de « Grande dépression », en hommage à la grande récession de 1929. En effet, l'économie mondiale est en souffrance et l'État français a dû prendre les mesures (II) qui s'imposaient comme nécessaires (I).

I. Les raisons de l'État français pour soutenir l'économie de puis la crise de 2020

Il existe une raison pratique et une raison théorique de soutenir l'économie pour l'État.

En premier lieu, la crise sanitaire a plongé dans le chômage de nombreuses personnes, notamment les entrepreneurs de restauration qui ne pouvaient plus vendre. En effet, l'une des mesures phares prises par le gouvernement français en vue d'éradiquer la menace sanitaire fut le « confinement » ; cela impliquait de rester chez soi afin de ne pas contaminer autrui.

Le produit intérieur brut s'en est ressentie, passant de 2332 milliards d'euros en 2019 à 2148,8 en 2020. Or, cet indice est le signe d'une bonne ou d'une mauvaise croissance pour un pays. Il indique « l'état de santé économique ». Ainsi, de nombreux français ont augmenté leur épargne pour faire face à cette crise de l'emploi.

En second lieu, il existe une raison théorique pour l'État à soutenir l'économie. En effet, J.-M. Keynes a démontré dans son ouvrage « Les causes des dépressions des nations » qu'un interventionnisme limité de l'État était bénéfique à son économie.

Afin de relancer la croissance et aider les citoyens à retrouver un emploi, l'État a dû agir (II).

II - Les actions mises en œuvre et à venir par l'État afin de soutenir l'économie

L'État a mis en œuvre un plan de relance de 100 milliards d'euros afin de retrouver le même niveau d'activité qu'avant la crise : dans les domaines écologiques, de compétitivité et d'innovation et dans la cohésion sociale et territoriale.

Concernant les entreprises, qui sont le cœur métrique de l'économie, l'État a mis en place des fonds de solidarité, des modalités de paiement des dettes avantageuses et des organismes de conseils à disposition des entreprises en difficultés. Par exemple, l'État permet des prêts garantis par l'État, met à disposition le COFREP ou le CCIF.

cela pourrait être un